

Les interventions des délégués du P.S.U. au colloque socialiste

Le colloque socialiste convoqué par un groupe socialiste de la S.F.I.O. (G. Brutelle, A. Gazier, G. Jaquet et d'autres) s'est réuni les 8 et 9 février. Les mêmes organisations y étaient représentées que lors du colloque préparatoire. Un schéma introductif de Quillot (S.F.I.O.) a permis de débattre différents problèmes généraux du socialisme, en particulier ceux des rapports entre catholiques- et socialistes, de la démocratie, et des rapports entre syndicats et partis.

Nos camarades ont proposé que cette discussion s'élargisse désormais aux communistes ainsi qu'aux syndicats qui s'étaient abstenus jusqu'à présent (F.E.N. et F.O., en particulier). Cette proposition n'a pas été retenue, la plupart des participants estimant que les contacts avec le parti communiste ne seraient possibles qu'une fois l'accord réalisé entre socialistes « démocratiques ». Il sera donc nécessaire d'envisager l'avenir des colloques en tenant compte de ce point de vue,

aujourd'hui débordés tant par les problèmes posés par la candidature Defferre, soutenue par la S.F.I.O., que par la discussion dans la presse ouverte entre le P.C. et la S.F.I.O.

Detraz et Jeanson, pour la C.F.T.C., Schaeffer et Lebrun, pour la C.G.T., Debatisse et Douroux, pour le C.N.J.A., des représentants de la Jeune République, de Vie Nouvelle, du club Jean-Moulin, ont apporté le point de vue de leurs organisations. Tous estiment qu'un effort de confrontation doit se poursuivre, mais il est clairement apparu que cette confrontation ne prend aujourd'hui tout son sens que si elle s'intègre à un examen de l'évolution du « rassemblement Defferre » et au programme de « l'Horizon 80 », et à une discussion d'ensemble avec le parti communiste. Si les colloques ne s'entendent pas sur cette nécessité politique, ils risquent de s'enliser ou de n'aboutir qu'à des textes limités et sans substance.

Pierre Naville

Le socialisme vise la libération de la personne humaine, mais il la cherche à travers l'abolition du régime du salariat. L'aliénation, l'oppression principale, est celle qu'exerce le capitalisme, par l'exploitation. Voilà l'axe de lutte fondamentale du socialisme. L'action exige l'unité, un front du socialisme. Nos discussions n'ont d'intérêt que si elles s'élargissent aux absents, la F.E.N., Force Ouvrière, et les communistes. Il serait inutile d'aboutir à des formules communes si elles ne s'incarnaient pas dans une action coordonnée avec les communistes. Les problèmes du socialisme sont ceux de toute la classe ouvrière. Cette discussion n'a de sens que si elle s'élargit aux communistes, d'autant plus que nos désaccords avec eux sont réels. Ils n'acceptent pas l'idée d'une alternative socialiste au régime. Pourtant, c'est celle qui découle de nos objectifs finaux et transitoires. Il n'y a pas actuellement de discussion doctrinale valable en dehors d'un appel à toutes les forces d'un front socialiste. Par exemple, on doit discuter d'une politique de contre-plan, de nationalisation, dans un certain cadre politique. Les nationalisations, un programme de transition planifié, ne sont pas des questions techniques ou purement économiques. Ce sont des forces politiques

qu'elles mettent en jeu, car il s'agit de briser un pouvoir, celui que le régime consolide sous l'égide de l'Etat, et qui reste celui du capitalisme. Voilà pourquoi nous vous demandons d'élargir ces colloques aux absents, aux communistes, pour que soit discuté le programme de l'alternative socialiste, qui seul peut donner à nos débats toute leur portée.

Georges Servet

C'est au titre de l'examen de conscience qu'il faut comprendre la demande du P.S.U. visant à ouvrir le dialogue avec les communistes. L'expérience nous semble montrer en effet que la gauche n'a rien à gagner à laisser le champ libre au P.C. à l'intérieur d'une « barrière sanitaire » comme on l'a fait en vain depuis trente ans. Il paraît utile de situer les courants socialistes par rapport à leurs objectifs initiaux. Il faut bien reconnaître que le socialisme démocratique est aujourd'hui un courant minoritaire dans la nation et un mot qui, dans l'esprit de l'opinion, est associé à trop d'échecs. Pourquoi ?

Quelles que soient les écoles philosophiques, les courants socialistes s'étaient définis autour de quatre objectifs principaux :

1° Un objectif de bien-être pour tous ; sur ce point pas grand-chose à dire, c'est

L'objectif dont ils se souviennent le mieux ;

2° Un objectif de justice sociale, à l'origine on disait même d'égalité ; sur ce point l'essentiel est oublié. Si nous sommes toujours capables de protester contre l'aggravation des inégalités de revenus, nous ne sommes pas capables de proposer une hiérarchie de rémunération en fonction des qualifications pour en tirer ensuite une politique. Dans ce domaine la gauche a tout à faire pour retrouver une conception de l'égalité parmi les hommes ;

3° Un objectif de dignité. A l'origine la pleine souveraineté de chaque homme devait être réalisée par la suppression des classes et, à la suite, la suppression de l'appareil d'Etat et de toute contrainte. On est passé de ce rêve à la gestion ouvrière, mais maintenant que mes camarades syndicalistes à la lumière des expériences de l'Est comme de l'Ouest constatent qu'il faut réserver au syndicalisme un droit permanent de contestation, le problème de la gestion ouvrière ne peut plus être posé dans les mêmes termes que par le passé. Quel type de relations contractuelles est capable de faire respecter la dignité des hommes dans les rapports de production ? Voilà une des grandes questions du mouvement socialiste d'aujourd'hui.

4° L'objectif communautaire. C'est manifestement le plus oublié, personne ne sait plus que le socialisme était d'abord la proposition d'un genre de vie dans lequel l'homme tirait son épanouissement de ses rapports avec les autres. Or, l'évolution technologique fait aujourd'hui réapparaître les structures de vie collective et des relations communautaires qu'il s'agisse de l'urbanisme, de la couverture des risques sociaux ou du pouvoir de décision dans l'entreprise et dans l'économie.

Retrouver la force de ces objectifs de toujours à la lumière des développements les plus récents de nos sociétés telle est aujourd'hui la tâche du socialisme.

Henri Longeot

H. Longeot rappelle que l'épreuve « réelle » de la construction d'une organisation socialiste avec des chrétiens et des non-croyants n'est pas nouvelle. Un nombre non négligeable de catholiques l'ont vécu au M.L.P., à l'U.G.S., puis au P.S.U. Cette expérience est positive malgré les difficultés rencontrées qu'il ne serait pas inutile d'analyser.

D'abord il faut constater que trois conditions

ont été respectées, qui ont facilité la réussite :

1) Les catholiques n'étaient pas au P.S.U. « en tant que tels ». Ils n'étaient pas en groupe organisé faisant pression collectivement sur les autres. Chacun adhéraient et militait en tant que socialiste dans un parti socialiste ;

2) L'accord sur la définition de la laïcité de l'Etat, de l'école et... du Parti était total, sans aucune réticence. Nous avons même réussi à donner un contenu positif à la notion restreinte de tolérance ;

3) L'accord s'était fait également pour admettre qu'en dehors de l'action politique, le chrétien, *comme les autres*, avait le droit de militer et de s'exprimer comme il l'entendait. Mais il ne faudrait pas croire que tout cela s'est fait sans heurts ni sans difficultés. Il y a eu des sectarismes, des découragements.

Le catholique subissait une double pression morale, celle de son Eglise qui comprenait mal son action commune avec les communistes (par exemple pour les désistements électoraux) ou sa lutte pour la laïcité de l'école, et celle des camarades socialistes qui ne pouvaient admettre qu'il soit possible d'être à la fois socialiste et catholique, et qui, pratiquant la chasse aux sorcières, multipliaient les procès d'intention.

C'est par l'action commune, le travail d'équipe, la réflexion en commun et les responsabilités partagées que la preuve a été faite de la possibilité de construire une organisation socialiste de type nouveau, comprenant les uns et les autres.

Au cours de nos débats tout le monde, sans exception a pris pour base idéologique la laïcité de l'Etat et de l'école. Ecole publique, fonds publics, école privée, fonds privés. Et là se pose le problème du calendrier et de l'étalement dans le temps des réformes nécessaires, afin de ne pas les réaliser dans un climat de bataille préjudiciable au développement du socialisme. Je pense qu'il faudra aussi donner quelques garanties aux groupements et organisations culturels ou religieux afin qu'ils aient l'assurance de pouvoir développer librement et sur un strict pied d'égalité leurs activités d'éducation en dehors de l'école.

Gilles Martinet

Gilles Martinet intervient d'abord sur le problème de la « laïcité socialiste ». **« Je ne pensais pas d'abord, dit-il, qu'il soit nécessaire de consacrer toute une partie du débat dit idéologique à la question de la présence de militants catholiques dans les rangs d'un mouvement socialiste. Non seulement parce que cette question est résolue pratiquement chez nous, mais encore parce qu'il me semble que tous ceux**

qui sont ici acceptent cette présence. Mais on m'a fait remarquer qu'il y a aussi ceux qui s'abstiennent de participer à nos débats en raison précisément de l'attitude différente qu'ils ont adoptée sur cette question. Nous devons donc aborder franchement le problème ne serait-ce que pour démontrer que les absents ont eu tort de ne pas venir.»

Gilles Martinet pose ensuite le problème de la participation des communistes aux prochains colloques. « Si nous avons accepté l'invitation lancée par la S.F.I.O., c'est-à-dire par un parti dont nous avons combattu la politique durant toutes ces dernières années, c'est d'abord parce que ce parti est désormais dans l'opposition, mais c'est aussi parce qu'il avait dans ses déclarations rejeté les anciennes formules centristes et parce qu'un certain nombre de ses dirigeants — en particulier Gérard Jaquet — avaient posé clairement le problème de « l'alternative socialiste » au régime et de la nécessaire collaboration avec les communistes pour réaliser cette « alternative ». Nous avons approuvé les déclarations émanant de membres responsables de la S.F.I.O. et concluant à la nécessité d'un dialogue sur le fond avec les communistes. Nous ne croyons pas à l'unité d'action généralisée, à la résurrection du front populaire, nous croyons en revanche à la perspective de l'unification socialiste.

« Or, depuis notre dernier colloque, un « événement important », comme l'a dit Georges Brutelle, est intervenu qui nous fait craindre que cette position soit

pratiquement remise en question. Je ne parlerai pas de l'événement en lui-même, c'est-à-dire de la campagne présidentielle et de la désignation de Gaston Defferre, mais j'insisterai sur le fait que la résolution qui a été adoptée à cette occasion par le Congrès de la S.F.I.O. et les déclarations faites par le candidat me paraissent amorcer une évolution vers la reconstitution d'une sorte de « troisième force ». On ne peut renvoyer à un « jour très lointain » la réforme d'ensemble des institutions et affirmer en même temps la possibilité d'une « alternative socialiste ».

« Voici pourquoi nous vous posons dès aujourd'hui une question que nous aurions dû normalement vous poser à la fin de ces colloques. Ceux-ci n'ont aucun pouvoir de décision. Ce sont nos organisations respectives qui auront à tirer la leçon de leurs travaux. Mais il s'agit de savoir s'ils se dissoudront purement et simplement ou s'ils se poursuivront avec d'autres interlocuteurs. Nous penchons pour cette seconde formule parce que nous croyons que les questions que nous débattons ici intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier et parce que nous pensons qu'il serait difficile au Parti communiste de se dérober à l'invitation que nous lui adresserions. Encore une fois cela aurait pu être décidé plus tard. Mais il y a cet événement dont je vous ai parlé et les doutes qu'il a fait naître dans notre esprit. C'est donc dès maintenant que nous vous demandons de nous répondre.